



unesco

Commission belge
Francophone et
Germanophone

**3^{ème} Forum « Identités, cultures, violences » : « Activisme écologiste, éco-radicalité, ...
L'urgence appelle-t-elle ces modes d'action et quel est leur impact ? »**

Depuis 2016, et les nombreuses questions que les événements violents survenus près de chez nous et dans le monde entier ont alors soulevées, la Commission belge francophone et germanophone pour l'UNESCO a souhaité entamer une réflexion visant à repenser des politiques préventives à destination de la jeunesse, s'inscrivant ainsi pleinement dans l'optique globale de l'UNESCO, à savoir l'éducation à la citoyenneté mondiale et la prévention de l'extrémisme violent.

Pour sa sous-commission « Sciences sociales et humaines », il est apparu important de tenter de comprendre la motivation des auteurs, de saisir leurs mécanismes de pensée mais aussi de réfléchir à des « solutions » en matière de prévention et de questionner la volonté « politique » de changer les choses.

A rapidement émergé alors l'idée de créer des espaces de discussions autour des questions d'identité(s), de culture(s) et de violence(s), dans le cadre de Fora permettant à toutes les voix de s'exprimer. Et quels symboles plus emblématiques de notre démocratie pouvait-on imaginer que les parlements belges ?

Ainsi, le premier Forum fut organisé au Parlement de la Communauté germanophone, à Eupen, en 2018, alors que le deuxième s'est tenu au Parlement wallon à Namur, en 2022. Ils auront suscité vifs débats et échanges passionnels, témoins de la sensibilité d'un tel sujet.

La réflexion ayant prévalu lors de la préparation de ces échéances est partie d'un constat : dans nos sociétés occidentales actuelles, nombreux sont celles et ceux qui ont le sentiment d'être privé.e.s de toute initiative personnelle, pris.e.s dans des systèmes qui les dépassent. Pour l'individu, minuscule rouage de ce système, ce qui tourne autour des repères, des croyances et du sens prend alors une place de plus en plus importante.

Jouant sur ces inquiétudes, certaines organisations, (religieuses, spirituelles, philosophiques ou politiques), tendent de plus en plus à recruter via des médias performants, enfermant les individus dans des systèmes de « pensée unique ». De sorte que, pour répondre à leurs

questions, les personnes touchées usent de moins en moins de réflexion critique. Les replis identitaires et l'emprise sectaire accompagnent souvent ces processus d'endoctrinement et de manipulation. Et d'observer que dans leurs paroles et leurs actes, les tenants fanatisés ou tout simplement déboussolés, tendent à exprimer leurs idéologies par vagues successives et parfois violentes.

Au cours de ce troisième Forum, qui aura lieu au Parlement bruxellois, seront cette fois sur la table, toujours à travers le prisme « identité(s), culture(s), violence(s) », les questions que pose l'activisme écologiste, aussi dénommé éco-radicalité. En effet, l'urgence climatique qui suscite les vives inquiétudes d'une partie de plus en plus importante de la population, surtout les jeunes générations, appelle-t-elle ces modes d'action ? Et quel est leur impact au final ?

Depuis que Greta Thunberg s'était lancée pour la première fois, en 2018, dans une grève scolaire, réclamant la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, le mouvement climatique n'a cessé de prendre de l'ampleur dans toute l'Europe (en témoignent, notamment, les marches pour le climat « Fridays for Future »).

Cependant, la crise sanitaire que nous avons connue ces trois dernières années n'aura plus permis à cette frange de la population de continuer à s'exprimer et de mener des campagnes de pression sur les autorités politiques. L'urgence est toujours là pourtant, mais à leurs yeux, les gouvernements tardent à prendre les mesures adéquates.

Certains militants écologistes choisissent dès lors la voie de l'activisme et entreprennent des actions spectaculaires. Celles-ci ont récemment ciblé un domaine universel, intemporel, témoin de notre cheminement civilisationnel, à savoir la culture sous différentes formes (peinture, théâtre, opéra...). Ce phénomène assez récent a fait régulièrement la une des journaux et a surtout eu comme effet de choquer, certains qualifiant même ces actions de violentes et « d'écoterrorisme ».

La question de savoir si ce militantisme actif, voire violent, engendrant une mobilisation temporaire des médias sur le sujet, ne serait pas plutôt contre-productif aux yeux de l'opinion publique, se pose inévitablement.

Par ailleurs, il est reconnu que même dans l'hypothèse d'une prise de mesures effective dans l'extrême urgence pour « sauver la planète », les conséquences, elles, ne se feraient ressentir que dans plusieurs décennies. Est-il dès lors possible de conjuguer les intérêts des uns et des autres ? Et si oui, comment ? Comment accepter que malgré l'urgence, tout cela puisse prendre beaucoup de temps ?

Qu'en est-il également de l'adéquation entre mesures écologiques et justice sociale ?

Aujourd'hui, encore et toujours, une partie importante de la population n'a absolument pas les moyens de répondre à l'urgence climatique et d'adopter le mode de vie qui l'exigerait (en termes de mobilité, de logement, ou même d'alimentation, par exemple).

Notre après-midi de débat tentera d'apporter des éléments de réponse à ces questions essentielles, au travers d'échanges qui s'annoncent d'ores et déjà passionnants et que nous espérons riches en enseignements.

Comité scientifique :

- Abder Chafi, vice-président du Conseil consultatif Ambulatoire de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- Michel Duponcelle, vice-président de la sous-commission « Sciences sociales et humaines de la Commission belge francophone et germanophone pour l'UNESCO
- Marien Faure, Secrétaire général de la Commission belge francophone et germanophone pour l'UNESCO
- Dany Lesciaukas, commissaire de police e.r, ancien référent secte de la Police Judiciaire Fédérale
- Yun Mabile, psychologue clinicienne, anciennement psychologue au SAVECS (Service d'Aide aux Victimes d'Emprise et de Comportements Sectaires du planning familial Marconi)
- Pierre Smet, psychanalyste, criminologue au Service de santé mentale « Le Sas »
- Nicolas Tomsen, Directeur de l'école Sainte-Thérèse d'Ans et du Centre scolaire libre des coteaux d'Ans
- Anton Vereshchagin, Referent Wegweiser Ostbelgien